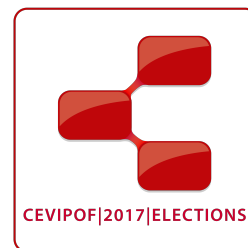


## **L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE : COMPRENDRE 2017**

### **LA NOTE / #38 / vague 14**

Jun 2017



---

#### **MONDIALISATION, PROTECTIONNISME ET RECOMPOSITION**

La question de la mondialisation et du protectionnisme a marqué la campagne électorale présidentielle. On a voulu lire selon un clivage mondialisation vs protectionnisme l'offre politique des candidats et notamment celle des deux candidats qualifiés pour le second tour. Cependant, peu d'attention a été portée à l'idée des électeurs sur cette question. Le module « Protectionnisme » de l'Enquête électorale française permet d'avancer que la préférence pour le protectionnisme décroît à mesure que les revenus et le niveau de diplôme augmentent, et cela quel que soit l'angle sous lequel la question est posée. De surcroît, l'enjeu du protectionnisme se trouve de moins en moins superposé au clivage gauche-droite. Dans le contexte politique de recomposition que nous connaissons, cette indication n'est pas sans importance.

Méthodologie : La vague 14 de l'Enquête électorale française a été réalisée du 30 avril au 3 mai 2017, auprès de 15 807 personnes interrogées selon la méthode des quotas.

**Zaki Laïdi**

---

La question du protectionnisme a toujours été au cœur des projets politiques populistes. Deux raisons principales peuvent être évoquées.

La première est de nature identitaire. Elle permet de concéder une clôture symbolique entre « eux » et « nous » pour lier la nation et le peuple face à l'étranger. La seconde tient au fait que la globalisation crée des perdants sociaux notamment sur le plan industriel et tout particulièrement dans les couches populaires.

L'ensemble de ces considérations invite à mesurer l'enjeu du protectionnisme pendant la séquence électorale de 2017. Le module « Protectionnisme » de la vague 14 de l'Enquête électorale française a proposé quatre questions. Il permet de préciser la façon dont les électeurs perçoivent cet enjeu comme une vertu ou une menace, aux effets directs ou bien lointains sur leurs situations personnelles.

#### **I - Le module « Protectionnisme » : quatre questions pour saisir les conceptions du protectionnisme**

Ce module protectionnisme a été adressé à 15 807 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française, entre le 30 avril et le 3 mai 2017. Il a été construit autour de

quatre questions.

La première question (Q1) précise ce que l'on pourrait appeler le rapport au monde. Elle est ainsi libellée : « La France doit-elle s'ouvrir ou se protéger davantage du monde ? »

La seconde question (Q2) concerne la perception qu'ont les Français du protectionnisme en tant qu'instrument de renforcement de la compétitivité des entreprises. Sa formulation est la suivante : « La France doit-elle aller vers plus de protectionnisme pour protéger les entreprises françaises de la concurrence des pays étrangers ou bien doit-elle, au contraire, aller vers plus de libre-échange pour permettre aux entreprises françaises de conquérir de nouveaux marchés dans les pays étrangers ? ».

La troisième question (Q3) concerne la perception des effets du protectionnisme sur la lutte contre le chômage. Elle tient en ces termes : « Le fait d'aller vers plus de protectionnisme contribuera-t-il à réduire le chômage ou à l'augmenter ? ».

Enfin, la quatrième question (Q4) porte sur la perception qu'ont les individus de l'impact de la mondialisation sur leur situation personnelle en matière d'emploi. Cette question a été adressée de la sorte : « La mondialisation a-t-elle un impact plutôt positif ou plutôt négatif sur votre situation en matière d'emploi ? ».

L'idée majeure qui a présidé à la conception de ce module est que ces quatre questions sont à l'évidence complémentaires et cohérentes entre elles sans pour autant être substituables l'une à l'autre. Ce module permet donc de saisir précisément comment est perçu cet enjeu. Il s'agit désormais de connaître la nature des réponses à chacune des questions.

La question (Q1) comporte une interrogation sur la représentation et le rapport au monde de la personne interrogée. Cette question est ainsi beaucoup plus large que la question du protectionnisme économique car elle inclut de manière implicite des références à la question et à la protection identitaire. Les réponses s'établissent ainsi : 35,2% des personnes interrogées souhaitent plus de protection (« se protéger davantage du monde d'aujourd'hui »), 33,3% plaident pour plus d'ouverture (« S'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui »), enfin 31,5% estiment ne pas avoir d'avis tranché sur le sujet (« Ni l'un, ni l'autre »).

Quoi qu'il en soit, la perception identitaire de cette première question est révélée par deux résultats. Le premier tient à l'attitude des sondés d'origine musulmane : 62,5% d'entre eux se déclarent favorables à une ouverture plus grande alors que les catholiques ne sont que 29,6% dans ce cas. Cette surreprésentation musulmane n'a rien d'étonnant. Elle exprime une crainte implicite de faire les frais d'un repli national. On note par ailleurs que les électors favorables à l'ouverture se trouvent du côté d'Emmanuel Macron (57,6%), de Benoît Hamon (54,3%), dans une moindre mesure chez Philippe Poutou (40,5%) voire Jean-Luc Mélenchon (38,5%). Ces scores tombent à 32,6% chez les électeurs de François Fillon et à 4,6% chez les électeurs de Marine Le Pen.

La question (Q2) tourne autour de la dimension économique du protectionnisme. Les réponses sont davantage réparties équitablement entre ceux qui pensent que le protectionnisme permettra de protéger les entreprises françaises de la concurrence des pays étrangers (50,2%) et ceux qui semblent penser le contraire, 49,7%, c'est-à-dire « Aller vers plus de libre-échange pour permettre aux entreprises françaises de conquérir de nouveaux marchés dans les pays étrangers ».

La question (Q3) décline de manière plus concrète la question du protectionnisme puisqu'il est demandé aux personnes interrogées de répondre sur le fait de savoir si le libre-échange augmentera le chômage, le fera baisser ou « ni l'un, ni l'autre ». Les réponses sont très déséquilibrées puisque 43% des personnes interrogées pensent que le libre-échange réduira le chômage, 25,9% pensent que plus de protectionnisme augmentera le chômage en France, et 31% ne prennent pas position.

Enfin la question (Q4) aborde l'enjeu de l'emploi et le décline par rapport à la situation professionnelle et personnelle des interrogés. Le déséquilibre est encore plus fort puisque seulement 14,3% des personnes interrogées estiment que la mondialisation aura un effet positif sur leur emploi contre 33,4% qui sont d'un avis contraire. Notons, sur cette question, que 52,3% des

interrogés considèrent que la mondialisation n'aura pas d'effet sur leur situation personnelle.

De fait, on peut estimer que la mondialisation est perçue de manière relativement équilibrée lorsque celle-ci est identifiée à la fois à des enjeux économiques et identitaires mais qu'elle tend à devenir de plus en plus négative à mesure qu'elle se rapporte à des enjeux strictement économiques et notamment lorsqu'elle est posée par rapport à la question de l'emploi. Veillons enfin à noter la part des personnes interrogées qui ne prennent pas position et adoptent une posture « ni-ni » que ce module ne nous permet malheureusement pas d'analyser.

La seconde étape de notre réflexion consiste en l'étude de différentes variables sociodémographiques pour caractériser les opinions par rapport au protectionnisme.

## II – Les variables discriminantes du rapport à la mondialisation

À cette fin, nous avons dans un deuxième temps essayé d'identifier les variables discriminantes qui déterminent le rapport à la mondialisation et surtout l'intensité de ces différentes variables. Autrement dit, il était important de se demander quels sont, par ordre d'importance décroissante, les critères qui déterminent la façon dont les représentations autour de la mondialisation se construisent. Pour ce faire, nous avons comparé, pour chacune des quatre questions, les résultats entre :

- les cadres supérieurs et les ouvriers,
- les sans diplôme et les plus diplômés,
- les revenus les plus faibles et les revenus les plus élevés,
- les plus jeunes (18/35 ans) et les plus âgés (plus de 65 ans),
- les salariés du secteur public et ceux du secteur privé.

En procédant ainsi, on parvient non seulement à identifier les variables discriminantes dans le rapport au protectionnisme mais aussi à mesurer leur intensité, car plus les écarts sont élevés plus on peut considérer qu'ils constituent une variable discriminante dans le rapport à la mondialisation. Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des résultats relatifs à ces différentes questions.

Figure 1 : L'intensité des variables discriminantes dans le rapport au protectionnisme  
Source : ENEF, vague 14, mai 2017.

	Q1 ( rapport positif à l'ouverture)	Q2 ( rapport positif à la compétitivité des entreprises)	Q3 ( rapport positif à l'emploi)	Q4 ( rapport positif à la situation personnelle)	Moyenne
Niveau de diplôme	22	20	21	18	20
PCS	20,5	24	21	5	17,5
Niveau de revenu	15	18	15,5	11	15
Age	7	14	10	7	9,5
Statut professionnel	4,5	3	2	14	6

Comment lire ce tableau ? Sur la question 1 :

Il y a un écart de +22 points entre la réponse des plus diplômés et des sans-diplôme.

Il y a un écart de +20,5 points entre les ouvriers et les cadres supérieurs.

Il y a un écart de +15 points entre la réponse des plus hauts et des plus faibles revenus.

Il y a un écart de +7 points entre la réponse des moins de 35 ans et celle des plus de 65

ans.

Il y a un écart de + 4,5 points entre les salariés du secteur public et ceux du secteur privé. La cinquième colonne indique la moyenne des écarts pour les 4 questions. Les chiffres sont arrondis.

### **L'explication des différentes variables discriminantes**

Les variables discriminantes pour comprendre le rapport à la mondialisation sont de manière décroissante : le niveau de diplôme, l'appartenance à une catégorie socio-professionnelle, le niveau de revenus, l'âge et enfin le statut de l'emploi (privé ou public).

*Niveau de diplôme* : c'est par ordre d'importance décroissante le premier facteur discriminant dans l'analyse des positions relatives à la mondialisation et au protectionnisme. Cela n'a en soi rien d'étonnant dans la mesure où niveau de diplôme et appartenance à une catégorie socio-professionnelle sont largement corrélés. Plus les gens sont diplômés, plus leur rapport à la mondialisation est apaisé, et réciproquement. C'est ce que l'on a d'ailleurs pu constater lors des élections américaines ou à l'occasion du référendum sur le Brexit. Le diplôme est donc la clé d'interprétation du rapport social à la mondialisation. Il est cependant intéressant de noter que sur la Q4, l'écart entre les plus diplômés et les sans-diplôme n'est que de 10 points. Cela s'explique par le fait que l'écart mesure la différence entre les cadres supérieurs et des ouvriers qui pensent que la mondialisation n'a pas d'impact sur leur emploi personnel. Majoritairement, les sondés estiment que la mondialisation n'impactera pas leur emploi personnel, mais cette appréciation varie bien sûr selon les personnes interrogées.

L'appartenance à une *catégorie socioprofessionnelle (PCS)* apparaît en moyenne comme la deuxième variable la plus discriminante pour mesurer le rapport à la mondialisation. Les catégories socioprofessionnelles les plus opposées sur le sujet sont d'un côté les cadres supérieurs qui sont les plus ouverts sur la question de la mondialisation et les ouvriers qui sont, de très loin, les plus favorables au protectionnisme.

*Niveau de revenus* : c'est le troisième facteur discriminant dans l'évaluation des réponses. L'écart suit à peu près celui qui existe entre niveau de diplôme – ce qui paraît assez logique au regard de la corrélation entre diplômes et revenus. Toutefois, l'écart est légèrement moins grand que par rapport aux critères du niveau de diplôme car certaines catégories comme les agriculteurs ou les travailleurs indépendants ne voient pas le protectionnisme d'un bon œil bien que leurs revenus ne soient pas très élevés. Chez les agriculteurs, pour la Q1, on notera toutefois une différence considérable dans les réponses entre ceux qui sont en activité et ceux à la retraite. Les premiers sont probablement plus ouverts à la mondialisation car très dépendants de l'Europe et des marchés extérieurs tandis que les seconds réagissent négativement, probablement au regard de la faiblesse de leurs revenus.

*L'âge* : c'est un facteur qui n'est pas forcément très déterminant car il est fondamentalement ambivalent. De manière générale, les retraités (sauf les agriculteurs) ont toujours des réponses plus positives sur la mondialisation que les actifs. Cela n'a en soi rien d'étonnant dans la mesure où les retraités sont moins exposés que les actifs. On ne peut pas pour autant en déduire que le degré d'ouverture croisse linéairement avec l'âge. D'autant que sur la Q4, par exemple, le jeune qui entre sur le marché du travail est aussi inquiet que celui qui s'approche de la retraite, probablement parce qu'il craint le malthusianisme qui frappe les seniors. En réalité les écarts les plus sensibles dans les réponses ne sont pas intergénérationnels mais intra-générationnels. Sur l'ensemble des questions posées, c'est systématiquement entre les 50-64 ans et les plus de 65 ans que les écarts sont les plus marqués. Les premiers craignent un licenciement prématuré tandis que les seconds n'ont plus rien à craindre.

*Le statut professionnel* : c'est une variable qui intervient assez peu dans le rapport des sondés à la

mondialisation. On notera toutefois que les fonctionnaires expriment généralement un rapport plus ouvert à la mondialisation que les salariés du secteur privé. Ce qui peut se comprendre car les fonctionnaires sont davantage protégés que les salariés du privé. Toutefois, cette distinction ne peut pas être considérée comme essentielle car on peut aussi imaginer que les salariés du secteur privé sont plus ouverts à la mondialisation même s'ils se trouvent plus exposés à elle et que des salariés du public la rejetteraient au nom de l'attachement au service public et à l'État face aux forces du marché. La seule question où l'écart est sensible est celle qui se rapporte à l'impact de la mondialisation sur l'emploi personnel.

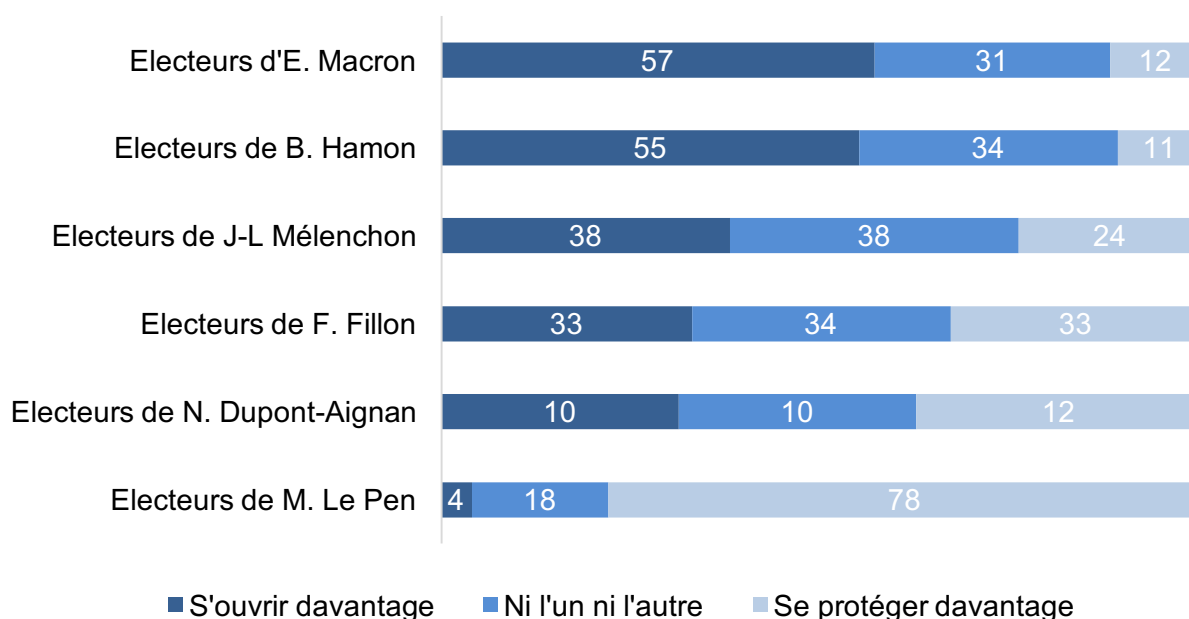
### III - Recomposition politique et mondialisation

La mondialisation est devenue la source majeure de polarisation politique en France. Mais nous savons que ce clivage ne passe plus par l'axe gauche-droite. La question de la recomposition politique est essentielle.

Lorsqu'on examine les résultats de l'Enquête électorale française, on constate une forte polarisation du clivage entre partisans de l'ouverture et partisans de la fermeture reflétée par les candidatures d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen. Ce clivage recoupe d'ailleurs des clivages sociaux très forts que l'on retrouve dans les structures respectives de leurs électors. Nul besoin d'insister sur ce point. Insistons sur le positionnement des électors intermédiaires que sont ceux de Jean-Luc Mélenchon, de Benoît Hamon ou de François Fillon.

Figure 2 : (Q1) selon l'électorat du 1<sup>er</sup> tour (en %)  
Source : Enquête électorale française, vague 14.

La France doit-elle s'ouvrir ou se protéger davantage du monde.



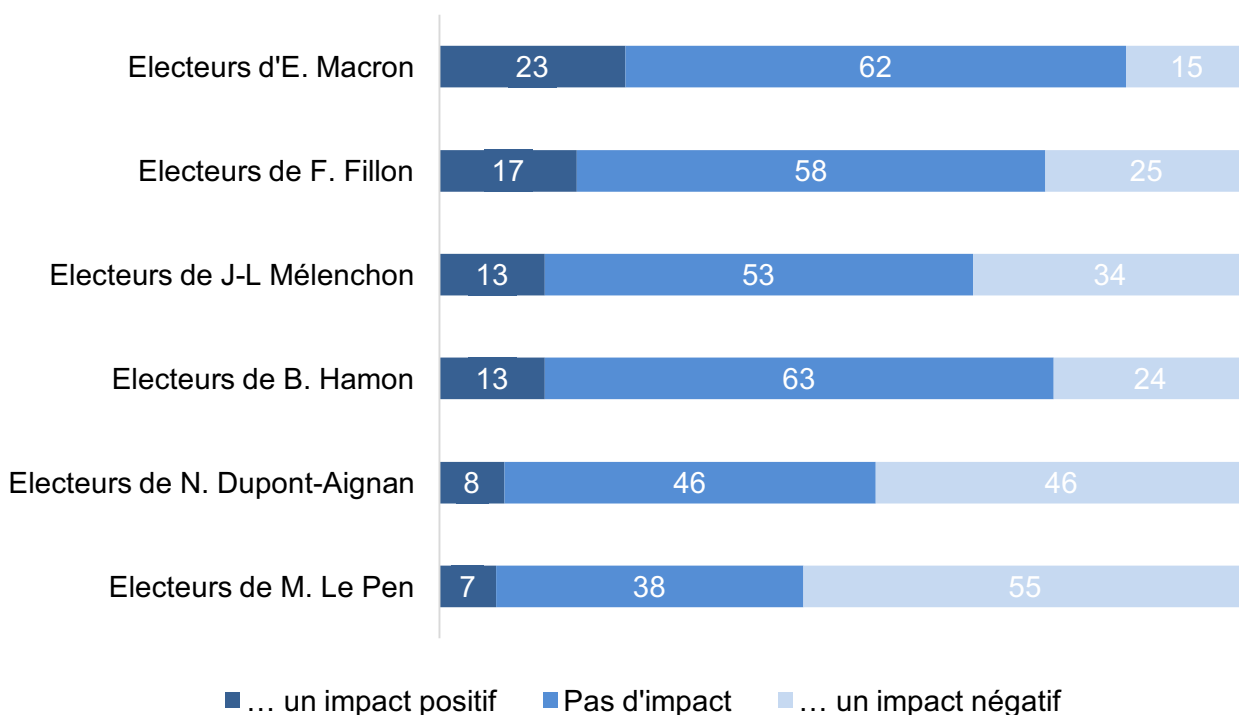
Globalement, il ressort de l'Enquête électorale française que l'électorat socialiste qui a voté pour Benoît Hamon est désormais un électorat que l'on peut qualifier d'ouvert, un électorat dont les réponses sont en réalité relativement proches de celui d'Emmanuel Macron. Certes les électeurs de Benoît Hamon sont beaucoup moins libéraux que ceux d'Emmanuel Macron, mais ils le sont nettement plus que ceux de Jean-Luc Mélenchon. À la question de savoir s'il faut plus de libre-échange pour défendre les entreprises, les électeurs d'Emmanuel Macron répondent « oui » à 80%

mais ceux de Benoît Hamon viennent juste derrière avec un taux de réponse positive de 68%.

Dans ce que l'on pourrait appeler le camp populiste, les réponses sont moins claires. Car, si sur plusieurs points, le discours de Jean-Luc Mélenchon peut sembler se rapprocher de celui de Marine Le Pen, le rapport de son électorat à la mondialisation demeure malgré tout substantiellement différent de celui de la candidate du Front national. Certes, 41,3% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon pensent que le protectionnisme permettra de réduire le chômage. Mais ce chiffre se doit d'être relativisé car le taux de réponse nationale moyen pour cette question est de 43%. Par comparaison, 76,2% des électeurs de Marine Le Pen croient en une corrélation positive entre baisse du chômage et protectionnisme. Il est également frappant de constater que 47,4% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon pensent qu'il faut aller vers plus de libre-échange pour permettre aux entreprises de conquérir de nouveaux marchés (54,3% de ce même électorat pense l'inverse), alors que ce pourcentage n'est que de 12,4% chez les électeurs de Marine Le Pen. La jonction des électorats populistes de gauche et de droite ne sera donc pas si facile à effectuer.

Figure 3 : (Q4) selon l'électorat du 1<sup>er</sup> tour (en %)  
Source : Enquête électorale française, vague 14.

Vous diriez que la mondialisation a, sur votre situation en matière d'emploi...



L'électorat de François Fillon est également intéressant à observer. On constate en effet que sur la question (Q1) de la mondialisation il est systématiquement fragmenté en trois tiers à peu près équivalents, le rendant ainsi vulnérable à des OPA politiques venant à la fois du centre ou de l'extrême droite. 32,6% estiment que la France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui, 33,2% qu'elle devrait se protéger davantage du monde d'aujourd'hui, 34,1% adoptent une position « ni l'un, ni l'autre ».

En définitive, il est frappant de voir que la dynamique de fragmentation et de polarisation que l'on observe en France face au processus de mondialisation se superpose de plus en plus aux dynamiques de recomposition politiques en cours. Ce n'est pas forcément un hasard.

Comme dans tous les autres pays occidentaux, la mondialisation est devenue une ligne de lecture essentielle des clivages partisans. Elle explique donc pour beaucoup le processus de recomposition politique auquel nous assistons. Reste que si le constat ne laisse aucun doute, la nature de la prescription politique qui pourrait en résulter reste très délicate à définir. Car si il est bien évident que les partisans d'une société ouverte ont gagné et cherchent à consolider leur victoire politique, il n'en demeure pas moins que la fracture entre gagnants et perdants ira en s'aggravant si les facteurs qui favorisent le repli et les peurs continuent à être traités non comme des enjeux politiques majeurs appelant des réponses fortes et inédites mais comme des pathologies passagères.

---

## Bibliographie et références documentaires

IFOP, *Regards internationaux sur la situation économique et sur la mondialisation*, février 2013.  
IRWIN, Douglas, « The false promise of protectionism », *Foreign Affairs*, May/June 2017.  
LAIDI, Zaki, « Pourquoi la mondialisation est anxiogène ? », chapitre 9, *La Grande perturbation*, Poche Flammarion, 473 p, 2006.

---

### L'auteur

Zaki Laïdi  
Directeur de recherche  
CEVIPOF, Sciences Po  
[zaki.laidi@sciencespo.fr](mailto:zaki.laidi@sciencespo.fr)  
[www.laidi.com](http://www.laidi.com)

### Édition

Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

### Réalisation

Marilyn Augé

---

Pour citer ce document :

LAÏDI (Zaki), « Mondialisation, Protectionnisme et recomposition », *Note ENEF 38, Sciences Po CEVIPOF*, juin 2017, 7p.  
URL : <https://www.enef.fr/les-notes/>

© CEVIPOF, 2017 Zaki Laïdi

---

## L'Enquête électorale française

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. De novembre 2015 à juin 2017, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche et notamment l'Enquête électorale française dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.

En partenariat avec IPSOS et *Le Monde*, un panel de 25 000 Français, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, sont interrogés 16 fois durant vingt mois.

L'Enquête électorale française, à l'instar des recherches conduites précédemment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni, répond à quatre grandes questions :

> Quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d'ancrer un choix électoral ?

> Les variables dites lourdes (socio-démographie, religion et patrimoine) suffisent-elles à expliquer les choix électoraux ? Qu'en est-il des ressorts psychologiques du vote (émotions et personnalité) ?

> Quelle est l'influence des changements personnels, familiaux, professionnels ou encore géographiques sur le vote ?

> Enfin, quelles sont les formes de mobilisation politique des primo-votants ?

Pour ces recherches menées dans le cadre de l'Enquête électorale française, le CEVIPOF bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur.



[www.enef.fr](http://www.enef.fr)

[cevipof.2017@sciencespo.fr](mailto:cevipof.2017@sciencespo.fr)

[www.cevipof.com](http://www.cevipof.com)

---